

**No. 49262\***

---

**Switzerland  
and  
Cuba**

**Convention between the Swiss Confederation and the Republic of Cuba on the transfer of sentenced persons. Havana, 27 July 2006**

**Entry into force:** *provisionally on 27 July 2006 by signature and definitively on 1 July 2011 by notification, in accordance with article 23*

**Authentic texts:** *French and Spanish*

**Registration with the Secretariat of the United Nations:** *Switzerland, 6 January 2012*

\*No UNTS volume number has yet been determined for this record. The Text(s) reproduced below, if attached, are the authentic texts of the agreement /action attachment as submitted for registration and publication to the Secretariat. For ease of reference they were sequentially paginated. Translations, if attached, are not final and are provided for information only.

---

**Suisse  
et  
Cuba**

**Convention entre la Confédération suisse et la République de Cuba sur le transfèrement des personnes condamnées. La Havane, 27 juillet 2006**

**Entrée en vigueur :** *provisoirement le 27 juillet 2006 par signature et définitivement le 1er juillet 2011 par notification, conformément à l'article 23*

**Textes authentiques :** *français et espagnol*

**Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies :** *Suisse, 6 janvier 2012*

\* Numéro de volume RTNU n'a pas encore été établie pour ce dossier. Les textes reproduits ci-dessous, s'ils sont disponibles, sont les textes authentiques de l'accord/pièce jointe d'action tel que soumises pour l'enregistrement et publication au Secrétariat. Pour référence, ils ont été présentés sous forme de la pagination consécutive. Les traductions, s'ils sont inclus, ne sont pas en form finale et sont fournies uniquement à titre d'information.

[ FRENCH TEXT – TEXTE FRANÇAIS ]

**CONVENTION**

**ENTRE**

**LA CONFÉDÉRATION SUISSE**

**ET**

**LA RÉPUBLIQUE DE CUBA**

**SUR LE TRANSFÈREMENT**

**DES PERSONNES CONDAMNÉES**

*La République de Cuba et la Confédération suisse,*

soucieuses de promouvoir les rapports d'amitié et la coopération en matière judiciaire entre les deux Etats,

désireuses de régler d'un commun accord les questions relatives au transfèrement des personnes condamnées,

désireuses de permettre aux personnes condamnées de purger leur peine ou mesure privative de liberté dans leur pays, duquel elles sont nationales ou citoyennes, afin de faciliter leur réinsertion sociale,

*sont convenues des dispositions suivantes:*

## **CHAPITRE I - DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

### **ARTICLE PREMIER PRINCIPES ET OBJECTIF**

1. Les deux Etats s'engagent à s'accorder mutuellement, dans les conditions prévues par la présente Convention, la coopération la plus large possible en matière de transfèrement des personnes condamnées sur le territoire d'un Etat vers le territoire de l'autre Etat pour y subir le reste de la condamnation infligée.

2. La peine infligée dans la République de Cuba à un citoyen suisse peut être purgée dans un établissement carcéral en Suisse ou sous la surveillance d'autorités suisses, conformément aux dispositions de la présente Convention.

3. La peine infligée dans la Confédération suisse à un citoyen cubain peut être purgée dans un établissement carcéral de la République de Cuba ou sous la surveillance d'autorités cubaines, conformément aux dispositions de la présente Convention.

### **ARTICLE 2 DÉFINITIONS**

Aux fins de la présente Convention, l'expression:

- a) «personne condamnée» désigne toute personne ayant fait l'objet d'une condamnation définitive sur le territoire de l'un ou de l'autre Etat et se trouvant en détention.
- b) "Etat de transfèrement" désigne l'Etat où a été condamnée la personne qui peut être transférée ou l'a déjà été;
- c) "Etat récepteur" désigne l'Etat vers lequel la personne condamnée peut être transférée ou l'a déjà été, afin d'y subir sa condamnation;
- d) "grâce" désigne un acte de clémence qui annule la condamnation ou modifie la durée de la peine.
- e) «condamnation» désigne toute peine ou mesure privative de liberté prononcée par une juridiction pour une durée limitée ou indéterminée en raison d'une infraction pénale;
- f) «jugement» désigne une décision judiciaire prononçant une condamnation;

### **ARTICLE 3           CONDITIONS GÉNÉRALES**

Le transfèrement ne peut avoir lieu aux termes de la présente Convention qu'aux conditions suivantes:

- a) les actes ou omissions qui ont donné lieu à la condamnation doivent constituer une infraction pénale au regard du droit de l'Etat récepteur ou devraient en constituer une s'ils survenaient sur son territoire;
- b) la personne condamnée doit être citoyenne de l'Etat récepteur, et, pour Cuba, en plus avoir sa résidence permanente à Cuba;
- c) au moment de la présentation de la demande de transfèrement, la personne condamnée doit avoir encore au moins un an de peine à exécuter; toutefois, dans des cas exceptionnels, les deux Etats peuvent autoriser le transfèrement même si le reste de la peine est inférieur à un an;
- d) aucune procédure pendante de recours ou de révision n'existe dans l'Etat de transfèrement et les délais de recours prévus pour l'appel ou la cassation sont échus;
- e) la personne condamnée doit consentir au transfèrement, volontairement et en étant pleinement consciente des conséquences juridiques qui en découlent; lorsqu'en raison de l'âge de la personne condamnée ou de son état physique ou mental et si l'un des deux Etats l'estime nécessaire, son représentant légal doit consentir au transfèrement étant pleinement conscient des conséquences juridiques qui en découlent;
- f) l'Etat de transfèrement et l'Etat récepteur doivent approuver le transfèrement.
- g) la peine imposée n'est pas la peine de mort, sauf si elle a été commuée.

## **CHAPITRE II - PROCÉDURE**

### **ARTICLE 4           AUTORITÉS COMPÉTENTES**

Chacune des Parties désigne l'autorité habilitée à mettre en oeuvre les dispositions de la présente Convention: pour la République de Cuba, le Ministère de la justice; pour la Confédération suisse, l'Office fédéral de la justice du Département fédéral de justice et police.

## **ARTICLE 5 OBLIGATION D'INFORMER LA PERSONNE CONDAMNÉE**

Toute personne condamnée à laquelle la présente Convention peut s'appliquer doit être informée par l'Etat de transfèrement de la possibilité qui lui est offerte par la présente Convention d'être transférée dans son pays pour l'exécution de sa condamnation.

## **ARTICLE 6 DEMANDES DE TRANSFÈREMENT ET RÉPONSES**

1. La personne condamnée peut présenter la demande de transfèrement directement à l'Etat récepteur, par le biais de sa représentation diplomatique ou consulaire, d'un représentant légal ou de membres de sa famille.

2. Le transfèrement peut être demandé par l'Etat de transfèrement ou par l'Etat récepteur. L'autorité compétente de l'Etat requérant transmet la demande à l'autorité compétente de l'État requis, laquelle y répond sans délai par voie diplomatique.

3. Toute demande de transfèrement et toute réponse doivent être formulées par écrit et transmises par voie diplomatique.

4. La demande indiquera notamment l'identité complète de la personne condamnée, son adresse actuelle dans l'Etat récepteur - concernant les citoyens cubains, la personne condamnée doit avoir son domicile sur le territoire national - ainsi que son lieu d'incarcération.

5. Pour prendre une décision, chacune des Parties tient compte de tous les éléments susceptibles de contribuer à la réadaptation sociale de la personne condamnée.

6. L'Etat requis doit informer l'Etat requérant, dans les plus brefs délais, de sa décision d'accepter ou de refuser le transfèrement demandé.

7. La personne condamnée doit être informée de l'évolution de son dossier, ainsi que de toute décision prise par l'un des deux Etats au sujet de son transfèrement.

## **ARTICLE 7 VÉRIFICATION DU CONSENTEMENT**

1. L'Etat de transfèrement doit donner à l'Etat récepteur la possibilité de vérifier, par l'intermédiaire d'un agent consulaire ou d'une autre personne désignée d'un commun accord, que le consentement a été donné volontairement et en pleine connaissance des conséquences juridiques qui en découlent.

2. Le consentement de la personne condamnée est irrévocable après l'accord des deux Etats sur le transfèrement.

## **ARTICLE 8 PIÈCES À L'APPUI**

1. L'Etat de transfèrement doit fournir les documents suivants, soit à l'appui de sa demande, soit en réponse à la demande formulée par l'Etat récepteur:

- a) le nom, la date et le lieu de naissance de la personne condamnée;
- b) une copie certifiée conforme du jugement, avec attestation de la force exécutoire, et des dispositions légales appliquées afin de juger la personne condamnée;
- c) un exposé des faits indiquant les circonstances de l'infraction, la date et le lieu où elle a été commise;
- d) des indications sur la durée de la condamnation, sur le début et la fin de la sanction privative de liberté compte tenu de la détention préventive éventuelle et mentionnant tout autre acte affectant l'exécution de la condamnation;
- e) une déclaration recueillie par l'autorité compétente constatant le consentement de la personne condamnée ou de son représentant légal et le lieu où elle souhaite, dans l'Etat récepteur, être transférée;
- f) toute information utile sur les modalités de l'exécution de la sanction dans l'Etat de transfèrement.

2. L'Etat récepteur doit fournir les documents suivants, soit à l'appui de sa demande, soit en réponse à la demande formulée par l'Etat de transfèrement:

- a) un document ou une déclaration indiquant que la personne condamnée est citoyenne de cet Etat;
- b) une copie des dispositions légales de l'Etat récepteur desquelles il résulte que les actes ou omissions qui ont donné lieu à la condamnation dans l'Etat de transfèrement constituent une infraction pénale au regard du droit de l'Etat récepteur ou en constitueraient une s'ils survenaient sur son territoire;

3. L'Etat de transfèrement et l'Etat récepteur peuvent, l'un et l'autre, demander à recevoir tout document ou toute information jugés utiles avant de présenter une demande de transfèrement ou de prendre la décision d'accepter ou de refuser le transfèrement.

#### **ARTICLE 9           DISPENSE DE LÉGALISATION**

Les documents transmis en application de la présente Convention seront dispensés de toute formalité de légalisation.

#### **ARTICLE 10          LANGUES**

Chaque Etat pourra se réserver la faculté de solliciter que les demandes et pièces annexes lui soient adressées accompagnées d'une traduction dans sa langue ou l'une de ses langues officielles.

#### **ARTICLE 11          ESCORTE ET FRAIS**

1. L'Etat récepteur fournit l'escorte pour le transfèrement.
2. Les frais de transfèrement, y compris ceux de l'escorte, sont à la charge de l'Etat récepteur, sauf s'il en est décidé autrement par les deux Etats.
3. Les frais occasionnés exclusivement sur le territoire de l'Etat de transfèrement sont à la charge de cet Etat.

### **CHAPITRE III - CONSÉQUENCES DU TRANSFÈREMENT**

#### **ARTICLE 12          EFFETS DANS L'ETAT DE TRANSFÈREMENT**

1. La prise en charge de la personne condamnée par les autorités de l'Etat récepteur a pour effet de suspendre l'exécution de la condamnation dans l'Etat de transfèrement. Lorsque la personne condamnée, une fois transférée, se soustrait à l'exécution, l'Etat de transfèrement récupère le droit d'exécuter le reste de la peine qu'elle aurait eu à purger dans l'Etat récepteur.



2. L'Etat de transfèrement ne peut plus exécuter la condamnation lorsque l'Etat récepteur considère l'exécution de la condamnation comme étant terminée.

### **ARTICLE 13            EFFETS DANS L'ETAT RÉCEPTEUR**

1. La sanction prononcée par l'Etat de transfèrement est directement applicable dans l'Etat récepteur.

2. L'Etat récepteur est lié par les constatations de fait, ainsi que par la nature juridique et la durée de la sanction résultant de la condamnation.

3. Toutefois, si la nature et la durée de cette sanction sont incompatibles avec la législation de l'Etat récepteur, cet Etat peut adapter la sanction à la peine ou mesure prévue par sa propre loi pour des infractions de même nature. Cette peine ou mesure correspond, autant que possible, quant à sa nature, à celle infligée par la condamnation à exécuter. Elle ne peut aggraver par sa nature ou par sa durée la sanction prononcée dans l'Etat de transfèrement ni excéder le maximum prévu par la loi de l'Etat récepteur. Lorsque la peine est modifiée, l'Etat récepteur en informe l'Etat de transfèrement.

4. L'exécution de la sanction dans l'Etat récepteur est régie par la loi de cet Etat.

### **ARTICLE 14            GRACE, AMNISTIE, COMMUTATION**

Chaque Partie peut accorder à la personne condamnée la grâce, l'amnistie ou la commutation de la sanction conformément à sa constitution ou à d'autres dispositions légales applicables. Dans un tel cas, l'Etat qui a accordé une de ces mesures doit le communiquer immédiatement à l'autre Etat.

### **ARTICLE 15            INFORMATIONS CONCERNANT L'EXÉCUTION**

L'Etat récepteur fournira des informations à l'Etat de transfèrement concernant l'exécution de la condamnation:

- a) lorsqu'il considère terminée l'exécution de la condamnation;
- b) si la personne condamnée s'évade avant que l'exécution de la condamnation ne soit terminée, ou
- c) si l'Etat de transfèrement lui demande un rapport spécial.

## **ARTICLE 16            CONSÉQUENCES DU TRANSFÈREMENT**

1. Toute personne transférée, conformément aux dispositions de la présente Convention, ne pourra être jugée ou condamnée à nouveau dans l'Etat récepteur sur la base des faits qui ont donné lieu à la condamnation dans l'Etat de transfèrement.

2. Toutefois, la personne transférée pourra être détenue, jugée et condamnée dans l'Etat récepteur pour tout fait autre que celui ayant donné lieu à la condamnation dans l'Etat de transfèrement, lorsqu'il est sanctionné pénalement par la législation de l'Etat récepteur.

## **ARTICLE 17            CESSATION DE L'EXÉCUTION DE LA SANCTION**

1. L'Etat de transfèrement informera sans délai l'Etat récepteur de toute décision ou mesure intervenue sur son territoire qui met fin à l'exécution.

2. L'Etat récepteur doit mettre fin à l'exécution de la condamnation dès qu'il a été informé par l'Etat de transfèrement de toute décision ou mesure qui a pour effet la fin de la condamnation avec caractère exécutoire.

## **ARTICLE 18            RÉVISION DU JUGEMENT**

Seul l'Etat de transfèrement a le droit de statuer sur toute procédure en révision introduite contre le jugement.

## **ARTICLE 19            TRANSIT**

1. Si l'un des deux Etats transfère une personne condamnée d'un pays tiers, l'autre Etat collaborera pour faciliter le transit par son territoire. L'Etat qui a l'intention d'effectuer un tel transit en avertira à l'avance l'autre Etat.

2. Chaque Etat peut refuser d'accorder le transit:

- a) si la personne objet du transit est un de ses citoyens; ou
- b) si l'infraction qui a donné lieu à la condamnation ne constitue pas une infraction au regard de sa législation.

## **CHAPITRE IV - DISPOSITIONS FINALES**

### **ARTICLE 20      APPLICATION DANS LE TEMPS**

La présente Convention est applicable à l'exécution des condamnations prononcées soit avant soit après son entrée en vigueur.

### **ARTICLE 21      RELATIONS AVEC D'AUTRES ACCORDS**

La présente Convention ne porte pas atteinte aux droits et obligations des deux Etats découlant d'accords d'extradition et autres accords de coopération internationale en matière pénale prévoyant le transfèrement des personnes détenues à des fins de confrontation ou de témoignage.

### **ARTICLE 22      ECHANGES DE VUES ET CONSULTATIONS**

1. Si elles le jugent utile, les autorités compétentes des deux Etats procèdent, verbalement ou par écrit, à des échanges de vues sur l'application de la présente Convention, de façon générale ou pour un cas particulier.

2. Chaque Etat peut demander la convocation d'une réunion d'experts, composée de représentants des Ministères de la Justice et des Affaires étrangères, afin de discuter de toute question concernant l'interprétation ou l'application de la présente Convention ou d'une question en rapport avec un cas particulier.

3. Tout différend est réglé par la voie de la négociation et par voie diplomatique entre les deux Etats.

### **ARTICLE 23      APPLICATION PROVISOIRE ET ENTRÉE EN VIGUEUR**

1. La présente Convention sera appliquée à titre provisoire dès sa signature.

2. La présente Convention entrera en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant la date de la dernière notification attestant l'accomplissement des formalités constitutionnelles requises dans chacun des deux Etats.

3. La présente Convention est conclue pour une durée indéterminée.

**ARTICLE 24 DÉNONCIATION**

Chaque Etat peut dénoncer la présente Convention en tout temps par notification écrite adressée à l'autre Etat par voie diplomatique. La dénonciation prendra effet six mois après la date de la réception de cette notification.

*En foi de quoi* les soussignés, dûment autorisés par leur Gouvernement respectif, ont signé la présente Convention.


Fait à La Havane, le 27 juillet 2006, en double exemplaire, en langue française et en langue espagnole, les deux textes faisant également foi. En cas de différences dans l'interprétation ou dans l'application de cette Convention le texte français fera foi.

Pour la Confédération suisse:



**Bertrand Louis**  
Ambassadeur de Suisse à Cuba

Pour la République de Cuba:



**María Esther Recio Zamora**  
Première Vice-Ministre de la Justice

[ SPANISH TEXT – TEXTE ESPAGNOL ]

**ACUERDO**

**ENTRE**

**LA CONFEDERACIÓN SUIZA**

**Y**

**LA REPÚBLICA DE CUBA**

**SOBRE EL TRASLADO**

**DE PERSONAS SANCIONADAS**

**A PRIVACIÓN DE LIBERTAD**

***La República de Cuba y la Confederación Suiza,***

**Preocupadas por promover los lazos de amistad y de cooperación en materia judicial entre los dos Estados;**

**Deseosas de reglamentar en común acuerdo los asuntos relativos al traslado de personas sancionadas;**

**Deseosas de permitir a las personas sancionadas que cumplan su sanción o la medida privativa de libertad en el país del cual son nacionales o ciudadanos, a fin de facilitar su reinserción social;**

**Convienen las disposiciones siguientes:**

## **CAPITULO I      DISPOSICIONES GENERALES**

### **ARTÍCULO 1      PRINCIPIOS Y OBJETIVO**

1. Los dos Estados se comprometen a acordar mutuamente, en las condiciones previstas por el presente Acuerdo, a la cooperación más amplia posible en materia de traslado de personas sancionadas desde el territorio de un Estado hacia el territorio del otro Estado, para allí continuar cumpliendo el resto de la sanción impuesta.
2. La sanción impuesta en la República de Cuba a un ciudadano suizo puede ser cumplida en un establecimiento carcelario en Suiza o bajo la vigilancia de las autoridades suizas, conforme a las disposiciones del presente Acuerdo.
3. La sanción impuesta en la Confederación Suiza a un ciudadano cubano puede ser cumplida en un establecimiento carcelario de la República de Cuba o bajo la vigilancia de las autoridades cubanas, conforme a las disposiciones del presente Acuerdo.

### **ARTÍCULO 2      DEFINICIONES**

A los fines del presente Acuerdo, la expresión:

- a) "Persona sancionada" designa toda persona que haya sido objeto de una sanción penal privativa de libertad, mediante sentencia firme en el territorio de uno u otro Estado;
- b) "Estado de Traslado" designa el Estado donde ha sido sancionada la persona que puede ser trasladada o ya lo ha sido;
- c) "Estado Receptor" designa al Estado hacia el cual la persona sancionada puede ser trasladada o ya lo ha sido, a fin de cumplir allí su sanción;
- d) "Indulto" designa un acto de clemencia que anula la sanción o modifica su duración.
- e) "Sanción" designa toda pena o medida privativa de libertad pronunciada por una jurisdicción por una duración limitada o indeterminada en razón de una infracción penal;
- f) "Fallo" designa una decisión judicial pronunciando una sanción;

### **ARTÍCULO 3      CONDICIONES GENERALES**

El presente Acuerdo se aplicará con arreglo a las condiciones siguientes:

- a) Las acciones u omisiones que han dado lugar a la sanción deben constituir una conducta tipificada como delito en la legislación penal con respecto al derecho del Estado Receptor o deberían constituir una de ellas, si ellas ocurrieran en su territorio;
- b) la persona sancionada debe ser ciudadano del Estado Receptor, y, para Cuba, además, residente permanente en Cuba;
- c) en el momento de la presentación de la solicitud de traslado, la persona sancionada debe tener al menos un año de pena a cumplir; sin embargo, en casos excepcionales, los dos Estados pueden autorizar el traslado aún si el resto de la pena es inferior a un año;
- d) que la persona no se encuentre en un proceso pendiente de recurso o procedimiento de revisión o los plazos para interponer los recursos hayan vencido;
- e) la persona sancionada debe consentir al traslado voluntariamente y en pleno conocimiento de las consecuencias jurídicas que se deriven; cuando por razón de edad de la persona sancionada o de su estado físico o mental y si uno de los dos Estados lo estima necesario, su representante legal debe consentir al traslado estando plenamente consciente de las consecuencias jurídicas que se deriven;
- f) el Estado de Traslado y el Estado Receptor deberán aprobar el traslado;
- g) La pena impuesta no es la pena de muerte, salvo si ella ha sido conmutada.

### **CAPITULO II      PROCEDIMIENTO**

#### **ARTÍCULO 4      AUTORIDADES COMPETENTES**

Cada una de las partes designa la autoridad habilitada a poner en práctica las disposiciones del presente Acuerdo: para la República de Cuba, el Ministerio de Justicia; para la Confederación Suiza, la Oficina Federal de Justicia del Departamento Federal de Justicia y Policía.



## **ARTÍCULO 5 OBLIGACIÓN DE INFORMAR A LA PERSONA SANCIONADA**

Toda persona sancionada a la cual el presente acuerdo pueda ser aplicado debe ser informada por el Estado de Traslado de la posibilidad que se le ofrece por el mismo de ser trasladada a su país para la ejecución de su sanción.

## **ARTÍCULO 6 SOLICITUDES DE TRASLADO Y RESPUESTAS**

1. El sancionado puede presentar la solicitud de traslado directamente al Estado receptor, a través de su representación diplomática o consular, un representante legal o sus familiares.
2. El traslado puede ser solicitado por el Estado de Traslado o por el Estado Receptor. La autoridad competente del Estado solicitante traslada la solicitud a la autoridad competente del Estado solicitado, la cual responderá sin demora, estableciéndose la comunicación por la vía diplomática.
3. Toda solicitud de traslado y toda respuesta deberá ser formulada por escrito y por la vía diplomática.
4. La solicitud indicará particularmente la identidad completa de la persona sancionada, su dirección en el Estado Receptor - en lo que concierne a los ciudadanos cubanos, la persona sancionada debe ser domiciliada en el territorio nacional - así como el lugar de su encarcelamiento.
5. A los fines de tomar una decisión, cada una de las Partes toma cuenta de todos los elementos susceptibles a contribuir a la readaptación social de la persona sancionada.
6. El Estado solicitado debe informar al Estado solicitante, con la mayor brevedad posible, su decisión de aceptar o denegar el traslado solicitado.
7. La persona sancionada deberá ser informada de la evolución de su expediente, así como de toda decisión tomada por uno de los dos Estados en relación con su traslado.

## **ARTÍCULO 7 VERIFICACIÓN DEL CONSENTIMIENTO**

1. El Estado de Traslado debe dar al Estado Receptor la posibilidad de verificar, por intermedio de un agente consular o de otra persona designada de común acuerdo, que el consentimiento haya sido dado voluntariamente y en pleno conocimiento de las consecuencias jurídicas que se derivan.

2. El consentimiento de la persona sancionada es irrevocable después del acuerdo de los dos Estados en relación con el traslado.

## **ARTÍCULO 8 DOCUMENTACIÓN**

1. El Estado de Traslado debe dar los documentos siguientes, sea en apoyo de su solicitud, sea en respuesta a la solicitud formulada por el Estado Receptor:
  - a) el nombre, la fecha y el lugar de nacimiento de la persona sancionada;
  - b) una copia certificada conforme al fallo, con atestado de la fuerza ejecutoria, y las disposiciones legales aplicadas al juzgar a la persona sancionada;
  - c) un informe de los hechos explicando las circunstancias de la infracción, la fecha y el lugar donde la misma fue cometida;
  - d) las indicaciones sobre la duración de la sanción, sobre el comienzo y el fin de la sanción privativa de libertad teniendo en cuenta la detención preventiva eventual y mencionando todo otro acto que pueda afectar la ejecución de la sanción;
  - e) una declaración recogida por la autoridad competente constatando el consentimiento de la persona sancionada o de su representante legal y el lugar donde esta desearía ser trasladada, en el Estado Receptor;
  - f) toda información útil sobre las modalidades de la ejecución de la sanción en el Estado de Traslado.
2. El Estado Receptor deberá suministrar los documentos siguientes, sea en apoyo de su solicitud, sea en respuesta a la solicitud formulada por el Estado de Traslado:
  - a) un documento o una declaración indicando que la persona sancionada es natural de ese Estado;
  - b) una copia de las disposiciones legales del Estado Receptor de las cuales resulte que las acciones u omisiones que han dado lugar a la sanción en el Estado de Traslado constituyen una conducta tipificada como delito en la legislación penal con respecto al derecho del Estado Receptor o deberían constituir una de ellas si ocurriera en su territorio;
3. El Estado de Traslado y el Estado Receptor pueden, uno y otro, solicitar y recibir todo documento o toda información que se juzgue útil antes de presentar una solicitud de traslado o de tomar la decisión de aceptar o de denegar el traslado.

## **ARTÍCULO 9 EXENCIÓN DE LEGALIZACIÓN**

Los documentos transmitidos en aplicación del presente Acuerdo serán dispensados de toda formalidad de legalización.

## **ARTÍCULO 10 IDIOMAS**

Cada Estado podrá reservarse la facultad de pedir que las solicitudes y documentos anexos sean acompañados de una traducción en el idioma o uno de los idiomas oficiales de su territorio.

## **ARTÍCULO 11 ESCOLTA Y COSTOS**

1. El Estado Receptor garantizará la escolta para el traslado.
2. Los costos de traslado, incluyendo aquel de la escolta, serán cargados al Estado Receptor, salvo si se hubiese acordado de otra manera por los dos Estados.
3. Los gastos ocasionados exclusivamente en el territorio del Estado de Traslado corren a cargo de ese Estado.

## **CAPÍTULO III CONSECUENCIAS DEL TRASLADO**

### **ARTÍCULO 12 EFECTOS EN EL ESTADO DE TRASLADO**

1. La toma a su cargo de la persona sancionada por parte de las autoridades del Estado Receptor tiene por efecto el suspender la ejecución de la sanción en el Estado de Traslado. Cuando la persona condenada, una vez trasladada, se sustrae a la ejecución, el Estado de Traslado recupera el derecho de ejecutar el resto de la sanción que ella hubiese tenido que cumplir en el Estado Receptor.
2. El Estado de Traslado no puede ejecutar la sanción cuando el Estado Receptor considere la ejecución de ésta como terminada.

### **ARTÍCULO 13 EFECTOS EN EL ESTADO RECEPTOR**

1. La sanción pronunciada por el Estado de Traslado es directamente aplicable en el Estado Receptor.
2. El Estado Receptor estará de acuerdo con las pruebas de hecho, así como con la naturaleza jurídica y la duración de la sanción resultante de la sentencia.
3. Sin embargo, si la naturaleza y la duración de esta sanción son incompatibles con la legislación del Estado Receptor, este Estado puede adoptar la sanción a la pena o la medida prevista por su propia ley y por las infracciones de una misma naturaleza. Esta pena o medida corresponde, en lo posible, en cuanto a su naturaleza, a aquella impuesta por la sanción a ejecutar. Ella no puede agravar por su naturaleza o por su duración, la sanción pronunciada en el Estado de Traslado, ni exceder el máximo previsto por la ley del Estado Receptor. En el momento que la sanción sea modificada, el Estado Receptor informará al Estado de Traslado.
4. La ejecución de la sanción en el Estado Receptor está regida por la ley de ese Estado.

### **ARTÍCULO 14 INDULTO, AMNISTÍA, CONMUTACIÓN**

Cada Parte podrá conceder el indulto, la amnistía o la conmutación de la pena, conforme a su Constitución u otras disposiciones legales aplicables, en cualquiera de estos casos la Parte que los haya dictado lo comunicará inmediatamente a la otra Parte.

### **ARTÍCULO 15 INFORMACIONES CONCERNIENTES A LA EJECUCIÓN**

El Estado Receptor ofrecerá las informaciones al Estado de Traslado concernientes a la ejecución de la sanción:

- a. cuando considere terminada la ejecución de la sanción;
- b. si la persona sancionada se fuga antes de que la ejecución de la sentencia se haya terminado, o
- c. si el Estado de Traslado le solicita un informe especial.

#### **ARTÍCULO 16      CONSECUENCIAS DE UN TRASLADO**

1. Toda persona trasladada, conforme a las disposiciones del presente Acuerdo, no podrá ser juzgada o sancionada de nuevo en el Estado Receptor sobre la base de hechos que dieron lugar a la sanción en el Estado de Traslado.
2. Sin embargo, la persona trasladada podrá ser detenida, juzgada y sancionada en el Estado Receptor por cualquier otro hecho, que aquel, que ha dado lugar a la sanción en el Estado de Traslado, en el momento que sea sancionado penalmente por la legislación del Estado Receptor.

#### **ARTÍCULO 17      CESE DE LA EJECUCIÓN DE LA SANCIÓN**

1. El Estado de Traslado informará sin demora al Estado Receptor de toda decisión o medida intervenida en su territorio que ponga fin a la ejecución.
2. El Estado Receptor debe poner fin a la ejecución de la sanción desde que haya sido informado por el Estado de Traslado de toda decisión o medida que tiene por efecto la conclusión de la sanción con carácter ejecutorio.

#### **ARTÍCULO 18      REVISIÓN DEL FALLO**

Sólo el Estado de Traslado tiene el derecho de resolver sobre todo proceso de revisión introducido contra el fallo.

#### **ARTÍCULO 19      TRÁNSITO**

1. Si uno de los dos Estados traslada una persona sancionada desde un tercer país, el otro Estado colaborará para facilitar el tránsito por su territorio. El Estado que tiene la intención de efectuar tal tránsito advertirá con anticipación al otro Estado.
2. Cada Estado puede rehusar el acordar el tránsito:
  - a) si la persona objeto del tránsito es uno de sus naturales; o
  - b) si la infracción que dio lugar a la condena no constituye una infracción en relación con su legislación.

## **CAPITULO IV - DISPOSICIONES FINALES**

### **ARTÍCULO 20      APLICACIÓN EN EL TIEMPO**

El presente Acuerdo es aplicable en la ejecución de sentencias pronunciadas antes, o después, de su puesta en vigor.

### **ARTÍCULO 21      RELACIONES CON OTROS ACUERDOS**

El presente Acuerdo no tiene por objeto alcanzar derechos y obligaciones de los dos Estados que originan acuerdos de extradición y otros acuerdos de cooperación internacional en materia penal previendo el traslado de personas detenidas a los fines de confrontación o de testimonio.

### **ARTÍCULO 22      INTERCAMBIOS DE CRITERIOS Y CONSULTAS**

1. Si ellos lo juzgan de utilidad, las autoridades competentes de los dos Estados proceden, verbalmente o por escrito, a intercambios de criterios sobre la aplicación del presente Acuerdo, de manera general o para un caso particular.
2. Cada Estado puede solicitar la convocatoria de una reunión de expertos, compuesta por representantes de los Ministerios de Justicia y de Relaciones Exteriores, con el fin de discutir toda cuestión concerniente a la interpretación o la aplicación de la presente Convención o de una cuestión en relación con un caso particular.
3. Cualquier desacuerdo entre ambos Estados será solucionado mediante negociaciones y a través de la vía diplomática.

### **ARTÍCULO 23      APLICACIÓN PROVISIONAL Y ENTRADA EN VIGOR**

1. El presente Acuerdo será aplicada a título provisional desde su firma.
2. El presente Acuerdo entrará en vigor el primer día, del segundo mes, siguiente a la ultima fecha de la notificación que atestigua el cumplimiento de las formalidades constitucionales requeridas en cada uno de los dos Estados.
3. La presente Convención se concerta por una duración indeterminada.

**ARTÍCULO 24 DENUNCIA**

Cada Estado podrá denunciar el presente Acuerdo en cualquier momento por notificación escrita dirigida al otro Estado y a través de la vía diplomática. La denuncia surtirá efecto seis meses después de la fecha de recepción de esta notificación.

En testimonio de la cual los abajo firmantes, debidamente autorizados por sus respectivos Gobiernos, firman el presente Acuerdo.

Dado en La Habana, Cuba, el 27 de julio del 2006, en dos ejemplares, en idioma francés y español, teniendo todos los textos igual validez y autenticidad. En caso de existir discrepancias en la interpretación o aplicación de este Acuerdo prevalecerá el texto en francés.

Por la Confederación Suiza



**Bertrand Louis**  
Embajador de Suiza  
en la República de Cuba

Por la República de Cuba:



**María Esther Recio Zamora**  
Viceministra Primera  
del Ministerio de Justicia